

Hauts fonctionnaires vous payez, ils se sucrent

par Contribuables Associés

La caste. Indéboulonnables, jaloux de leurs privilèges, les hauts fonctionnaires ont verrouillé le système pour leur seul bénéfice. Cette noblesse d'État puise abondamment dans les caisses de la République.

omme disait Clemenceau, « les fonctionnaires sont un peu comme les livres d'une bibliothèque : ce sont les plus haut placés qui servent le moins ». Combien sont-ils, ces bouquins inutiles? Longtemps, le nombre était tu. Il a fallu attendre 2015 et un rapport sur « l'encadrement supérieur et dirigeant dans la fonction publique » pour apprendre que notre pays comptait 21 600 hauts fonctionnaires. Corps de direction des administrations,

corps préfectoral, corps diplomatique, corps des magistrats, corps techniques de l'État, corps d'inspection générale, corps supérieurs de l'éducation et de la recherche... Ils cultivent l'entresoi, trustent tous les postes clés de l'État. Leurs allers-retours entre le public et le privé sont la porte ouverte à des conflits d'intérêts multiples et constants. Spécificité française, ils produisent des hommes politiques qui, formatés par ce système, renoncent à le

réformer quand ils sont élus. Énarque, inspecteur des finances et ex-secrétaire adjoint du cabinet du président Hollande, Emmanuel Macron a été un des leurs. Son Premier ministre, Édouard Philippe a, lui aussi, été formé à l'ENA. Il intégra le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative, avant de « pantoufler » dans le privé (lobbyiste pour Areva notamment), comme le Président (banquier d'affaires chez Rothschild).



En 2016, l'énarque Florence Parly, aujourd'hui ministre des Armées, a empoché 30 496 euros net par mois pour son poste de directrice générale à la SNCF.

656 fonctionnaires gagnent plus que le chef de l'État

Au sein de ce haut clergé administratif, domine une aristocratie de quelques centaines d'individus, mieux payés que le chef de l'État. On les trouve à l'Élysée, à Matignon, dans les grands ministères et à la tête des agences de l'État ou des principales entreprises publiques. Ils sont passés par les mêmes écoles et partagent les mêmes privilèges.

À leur arrivée au pouvoir en 2012, François Hollande et son Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, firent baisser leur propre salaire de 30 %. Le Président (lui-même issu de la caste) fit dresser une liste secrète des fonctionnaires gagnant plus que lui pour obliger ceux-ci à consentir également un effort financier. Les lobbies de la haute fonction publique réussirent à bloquer l'opération. Cette fameuse liste, l'ex-ministre de la Fonction publique Annick Girardin l'a vue, « mais n'a pas eu le droit de la conserver » a-t-elle confié au journaliste Vincent Jauvert, auteur de l'enquête Les Intouchables d'État

(Robert Laffont). D'après ce document – qui ne comptabilise pas les agents travaillant dans les établissements publics – 656 hauts fonctionnaires touchaient plus de 12 500 euros net par mois, en 2012. Une bonne part d'entre eux provient des ministères des Finances (lire page 6) et des Affaires étrangères. L'ambassadeur de France le mieux payé est celui d'Afghanistan (le poste est risqué): 29 000 euros net. Autre place en or, mais bien moins dangereuse, celle de gouverneur de la Banque de France. Celui-ci perçoit « un revenu annuel total de 450 907 euros brut par an », selon Vincent Jauvert. Parmi les autres chouchous de la République, on trouve l'énarque Florence Parly, notre actuelle ministre des Armées, qui, en tant que directrice générale de SNCF Voyageurs, a touché 30 496 euros net mensuels en 2016. Et c'est sans compter ses fructueux revenus complémentaires, engrangés via sa présence aux conseils d'administration de plusieurs sociétés privées. De quoi rendre jaloux les 170 cadres de La Poste - des hauts fonctionnaires pour moitié - qui touchent plus de 150 000 euros par an.

La prime d'adieu de Dominique de Villepin

S'ils gagnent jusqu'à trois fois plus d'argent que le chef de l'État, les hauts fonctionnaires sont également cocoonés lorsqu'ils entendent faire valoir leurs droits à la retraite. Exemple avec les préfets retraités : depuis l'an 2000, 57 ont reçu ce grade moins d'un an avant leur départ à la retraite. Une nomination qui s'accompagne d'une augmentation du traitement et donc automatiquement de la pension... Alors que l'État a tout fait pour restreindre l'accès aux préretraites dans le privé, la fonction publique sait y recourir lorsqu'il s'agit de choyer son gratin avec l'argent du contribuable. Ce fut notamment le cas au Quai d'Orsay entre 2011 et 2013, où, selon Le Monde, certains cadres sup âgés de 58 à 62 ans ont pu quitter l'administration après avoir encaissé jusqu'à 100 000 euros de prime. Et tout en conservant une partie de leur rémunération, « jusqu'à 4 500 ou 5 000 euros par mois pendant trois ans au maximum », selon le ministère des Affaires étrangères.

On a d'ailleurs vu le haut fonctionnaire et ci-devant Premier ministre Dominique de Villepin (il est aujourd'hui, à 64 ans, avocat d'affaires) revenir « travailler » une journée au Quai d'Orsay, du 30 septembre au 1er octobre 2013, après 20 ans d'absence de son ministère de rattachement, pour toucher une « indemnité exceptionnelle de départ » de 88 787,72 euros. En plus de son traitement mensuel de 6 111,99 euros brut (bien au-delà du plafond officiel de 5 000 euros) et une « indemnité exceptionnelle » de 4 493,94 euros, rémunérations qu'il aurait touchée jusqu'en mars 2014, selon Marianne. Alors, elle n'est pas belle la vie de haut fonctionnaire?